



**Déclaration liminaire FSU 24
CSA-SD Vendredi 14 novembre 2025**

**Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD,**

Cette rentrée 2025 s'inscrit dans un contexte de fatigue accumulée, de surcharge professionnelle et d'épuisement croissant des personnels. L'idéal républicain de l'école publique et laïque que nous partageons est bien de faire grandir et réussir tous les élèves quels qu'ils soient et où qu'ils soient, ensemble, transmettre des savoirs, pour émanciper par les connaissances, pour libérer des carcans et de l'obscurantisme par l'esprit critique. Mais la concrétisation de cet objectif ne peut reposer seulement sur des personnels toujours moins nombreux, moins reconnus, moins considérés. Tous les signaux sont au rouge pour les personnels : démissions, silencieuses ou fracassantes, perte de confiance dans l'institution. Nos métiers sont ceux de l'intérêt général. C'est pour cela que nous les avons choisis. Et c'est parce que l'intérêt général a été gommé de l'action gouvernementale que nos collègues doutent. Dans l'attente d'un budget, le projet envisagé, avec la suppression de 3000 postes de fonctionnaires en 2026 et le non remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite à partir de 2027, est inacceptable. Les questions budgétaires sont cruciales alors que viennent de débiter les prélèvements liés à la diminution à 90 % du maintien de rémunération pendant les trois premiers mois de congé maladie ordinaire, y compris pour les femmes enceintes, malgré les discours sur l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le bilan de rentrée qui nous est présenté aujourd'hui, comme chaque année, ne livre que des données chiffrées : effectifs, taux d'encadrement, répartition des structures.

Des éléments utiles, certes, mais strictement factuels, qui ne disent rien de l'état réel des personnels, ni des conditions dans lesquelles ils exercent.

Or, sans données sociales, sans indicateurs humains, il ne peut y avoir de véritable dialogue social.

Nous déplorons qu'aucun bilan social départemental ne soit communiqué à cette instance : aucune information sur les arrêts de travail, les congés longue durée, les accidents de service, les burn-out, ou encore la répartition par genre des fonctions et des responsabilités.

Ces indicateurs sont essentiels pour aborder la question de la santé, de la sécurité et de la souffrance au travail, qui ne peuvent rester des angles morts du pilotage éducatif.

Nous demandons donc la présentation, dès le premier semestre 2026, d'un bilan social complet pour la Dordogne, incluant ces données et leur évolution pluriannuelle.

Nous souhaitons également souligner un point de méthode : le fait que le CSA-SD et le CDEN soient convoqués le même jour pose un véritable problème de calendrier et de fonctionnement démocratique. Cette organisation ne permet pas aux représentants du personnel ni aux collectivités d'analyser les documents, d'échanger, ni de préparer de manière éclairée les débats du CDEN.

C'est contraire à l'esprit du dialogue social, qui suppose temps de travail, concertation et anticipation. Nous demandons qu'à l'avenir ces deux instances soient dissociées d'au moins plusieurs jours pour garantir un travail sérieux et respectueux des partenaires sociaux.

S'agissant du premier degré, la Dordogne perd 536 élèves cette année, et plus de 2 200 depuis 2020. Certaines fermetures ou fusions d'écoles relèvent clairement de choix politiques et non de nécessités pédagogiques.

Nous réaffirmons qu'aucune fermeture ne doit être décidée sans étude d'impact complète - pédagogique, sociale et territoriale - présentée préalablement au CSA-SD.

Autre sujet majeur : près de 59 % des écoles du département comptent trois classes ou moins. Les directrices et directeurs bénéficient de 6 jours de décharge par an pour une école à classe unique, et 12 jours pour les écoles à deux ou trois classes.

Cette dotation, dérisoire au regard de la charge de travail réelle, conduit à un épuisement généralisé. La FSU demande une augmentation de ces décharges.

Dans le second degré les postes supprimés dans notre département à la rentrée 2025, pèsent sur le quotidien de nos collègues. Les fermetures de divisions qu'ils ont entraînées dans de nombreux établissements, avec d'inévitables effets de seuil, conduisent à bien des endroits à des effectifs chargés dans les classes. Par ailleurs, le recours accru aux compléments de service illustre la précarisation des conditions d'enseignement et l'instabilité des équipes.

Concernant les effectifs, nous regrettons encore que ce bilan de rentrée ne fasse pas apparaître le nombre d'apprentis présents dans nos classes alors qu'ils sont imposés aux enseignants.

Concernant l'école inclusive, si l'ouverture de nouvelles ULIS est à saluer, le manque criant de moyens humains et matériels, la précarité persistante des AESH et la multiplication des PIAL rendent l'inclusion difficilement soutenable au quotidien. Les AESH sont des personnels désormais essentiels de notre système éducatif, l'accompagnement des élèves en situation de handicap étant une mission pérenne de l'école. La FSU revendique plus que jamais la création d'un corps de fonctionnaire de catégorie B pour reconnaître le travail de ces agent-es. L'inclusion doit être accompagnée, pas subie. Mais pour cela, il faut des moyens, et des moyens humains !

Plus précisément nous constatons dans le second degré une grave dégradation des conditions de travail des aesh avec la mise en place des PIAL. Cela n'est pas sans rapport, entre autres, avec une énième alourdissement de la charge de travail des chefs d'établissement qui pour certains se retrouvent tête de PIAL.

Dans de nombreux établissements, l'accompagnement des élèves EANA, censée se faire « à l'interne » est une véritable gageure et ne répond pas aux besoins réels de ces élèves souvent très demandeurs d'accompagnement.

Enfin, les équipes d'EGPA ne peuvent que s'inquiéter du fait que l'affectation des élèves ne soient plus l'objet que de préconisations, et non de notifications. Elles craignent une augmentation du nombre d'élèves en souffrance en 6e ordinaire qu'elles auront à récupérer en situation de fragilité accrue en 5e.

Enfin, les chiffres du climat scolaire doivent nous alerter, notamment dans le Nord Dordogne : hausse des conseils de discipline et des exclusions définitives.

Les réponses purement disciplinaires doivent s'accompagner avec de la prévention et de la présence humaine.

Nous demandons un plan départemental de prévention du harcèlement et de soutien aux équipes, avec renforcement des personnels médico-sociaux et psychologues de l'Éducation nationale. Une exclusion d'établissement, parfois nécessaire pour protéger les victimes, ne doit en effet pas se limiter à un déplacement du problème.

Nous demandons un plan d'urgence pour les directions, un véritable bilan social départemental, et une organisation des instances respectueuse du dialogue social.

Nous serons attentifs aux réponses qui seront apportées aujourd'hui à ces exigences légitimes.

Le projet d'École publique laïque meurt à petit feu de tous ces choix politiques en forme de renoncements, de décisions où l'Éducation nationale est vue comme un coût plutôt qu'un investissement, où on nous répond invariablement qu'il faut se satisfaire d'avoir évité le pire, par exemple une application stricte de la baisse démographique. La FSU réaffirme son attachement à une école publique, laïque, inclusive et de proximité avec les moyens nécessaires pour fonctionner.